

Dès qu'une classe qui concentre en elle les intérêts révolutionnaires de la société s'est soulevée, elle trouve immédiatement dans sa propre situation le contenu et la matière de son activité révolutionnaire : écraser ses ennemis, prendre les mesures imposées par les nécessités de la lutte, et ce sont les conséquences de ses propres actes qui la poussent plus loin. Elle ne se livre à aucune recherche théorique sur sa propre tâche.

Karl MARX

CENTRE DE RECHERCHES
SOCIALES
ANTI-AUTORITAIRES

ARCHIVES

LE MOUVEMENT COMMUNISTE

Le communisme ne sera pas l'oeuvre d'un parti politique prenant le pouvoir, pas plus que des gesticulations gauchistes, mais de la lutte des prolétaires.

La révolution prolétarienne ne peut avoir comme objectif, l'accès à la gestion du capital sous quelque forme qu'elle se présente. Autogestion, état ouvrier, construction du socialisme ... ne sont que des formes de gestion du capital, dans lesquelles la bourgeoisie est renversée, mais où le rapport de production capitaliste fondamental, l'échange marchand, la forme marchande du travail - le salariat, reste intact.

Le parti prolétarien aura pour tâche la destruction de l'état. Centre toute démocratie, il aura à imposer sa dictature dans l'application immédiate et sans discussion du programme communiste: abolition de l'échange marchand, du salariat, de la société de classe, de l'état.

CAPITALISME ET COMMUNISME

1

Le communisme n'est pas un programme à réaliser ou à faire réaliser, mais un mouvement social. Ceux qui développent et défendent le communisme théorique n'ont sur le reste de l'humanité que l'avantage d'une compréhension et d'une capacité d'expression plus claires et rigoureuses; mais, tout comme les autres qui ne s'occupent pas spécialement de théorie, ils ont le besoin pratique du communisme. En ce sens ils n'ont aucun privilège, n'apportent pas le savoir qui va déclencher la révolution, mais inversement n'ont aucune crainte de devenir des "chefs" en exposant leurs conceptions. La révolution communiste, comme toute révolution, est le produit de besoins et de conditions d'existence réels. Il s'agit de les montrer, d'éclairer un mouvement historique.

Le communisme n'est pas un idéal à réaliser: il existe dès maintenant, non comme société déjà établie, mais comme effort, tâche pour la préparer. Il est le mouvement qui tend à abolir les conditions d'existence déterminées par le travail salarié, et il les abolit effectivement par la révolution. La discussion sur le communisme n'est pas académique. Ce n'est pas un débat sur ce qu'on fera demain. Elle débouche sur, elle fait partie d'un ensemble de tâches immédiates et lointaines, dont elle n'est qu'un aspect, un effort de compréhension théorique. Inversement ces tâches se révèlent plus aisées, plus efficaces, si l'on répond à la question: où va-t'on ?

L'affirmation de ce qu'est le communisme n'est pas d'abord réfutation des autres "révolutionnaires" (PCF, gauchistes, etc.). Car sur ce terrain on ne peut les prendre au sérieux. Le PC n'a pas de programme, il n'est qu'une variante du programme du capital, conservant tous les traits essentiels du monde actuel, à commencer par le travail salarié. Il est bien plus efficace de montrer sa fonction que de chercher à démolir point par point son programme. Il ne s'agit pas ici d'opposer des idées justes à des idées fausses. Polémiquer avec le PC sur sa "conception du socialisme", c'est encore le traiter comme un membre dégénéré, mais un membre tout de même, de la famille révolutionnaire. Du reste les gauchistes n'arrêtent pas de critiquer le PC, sans jamais montrer clairement sa fonction, son rôle simplement contre-révolutionnaire, parmi les meilleurs défenseurs du capital. Le problème n'est pas que le programme du PC ne soit pas communiste, mais qu'il est capitaliste.

Les explications présentées dans ce texte ne sont pas nées simplement d'un désir de clarification. Elles n'existeraient pas sous cette forme, et un certain nombre de personnes ne se seraient pas réunies pour les rassembler et les présenter, si actuellement la société, par sa contradiction, par les luttes sociales pratiques qui la déchirent, ne montrait pas la société nouvelle en formation dans les entrailles de l'ancienne, et n'imposait pas d'en prendre conscience.

Si l'on considère rapidement la société moderne, on s'aperçoit que pour vivre la grande majorité des individus sont contraints de se salarier, de vendre leur force de travail. L'ensemble des facultés physiques et intellectuelles qui existent dans le corps de chacun, dans sa personnalité propre, et qu'il doit mettre en mouvement pour produire des choses utiles, ne peut s'employer qu'à condition de se vendre en échange d'un salaire. La force de travail est une marchandise, comme tous les autres biens. L'existence de l'échange et du salariat semble normale, comme allant de soi. Pourtant l'introduction du travail salarié exigea des pressions, des violences, et s'accompagna de luttes sociales. La séparation du travailleur et des moyens de production, devenue aujourd'hui un simple fait brut, accepté comme tel, est en réalité le produit de toute une évolution, et ne put s'accomplir que par la force. En Angleterre, aux Pays-Bas, en France, à partir du XVI^e siècle, la violence économique et politique expropria les petits artisans et paysans, réprima l'indigence et le vagabondage, contraignit les pauvres au travail salarié. Au XX^e siècle, à partir des années trente, la Russie dû promulguer un code du travail prévoyant jusqu'à la peine de mort pour organiser en quelques décennies le passage de millions de paysans au travail industriel salarié. Par conséquent les faits apparemment les plus normaux: que chacun ne dispose que de sa force de travail, qu'il doive pour vivre la vendre à une entreprise, que tout soit marchandise, que les rapports sociaux tournent autour de l'échange, tout cela n'est en fait que le résultat d'un processus violent et prolongé.

Aujourd'hui la société, par son enseignement, sa vie idéologique et politique, masque les rapports de force et la violence passée et présente sur laquelle cette situation s'est établie. Elle dissimule à la fois son origine et le mécanisme de son fonctionnement. Tout apparaît comme le résultat d'un contrat libre où l'individu porteur et vendeur de sa force de travail rencontre l'entreprise. L'existence de la marchandise est présentée comme le phénomène le plus commode et le plus naturel qui soit. Pourtant elle se manifeste régulièrement par des catastrophes, grandes et petites: ici on détruit des biens pour maintenir les prix, là on n'utilise pas les capacités existantes, tandis qu'à côté les besoins élémentaires ne sont pas satisfaits. Or, non seulement les deux piliers de la société capitaliste, l'échange et le travail salarié, sont la source de désastres périodiques et permanents, mais ils ont aussi créé - et c'est là leur rôle historique, les conditions de possibilité d'une autre société. Surtout, ils contraignent une partie importante du monde actuel à se soulever contre eux, et à réaliser cette possibilité: le communisme.

Pour bien le comprendre, on peut situer la société existante dans son cadre historique, voir d'où elle vient, où elle va. Les liens entre les membres d'une société, et les liens entre tous les éléments qui la composent (individus, instruments de production, institutions, idées) sont transitoires, à la fois effet d'une évolution passée, et cause d'une transformation future. Les rapports unissant entre eux tous les éléments de la société sont pris dans une dynamique: leur présent ne s'éclaire qu'à la lumière de leur passé et de leur avenir.

Par définition toute activité humaine est sociale. La vie n'existe qu'en groupe, par l'association des individus sous les formes les plus diverses. D'emblée la reproduction des conditions d'existence est le fait d'une activité collective: aussi bien la reproduction des êtres humains entre eux, que la reproduction de leurs moyens de vivre. Ce qui caractérise en effet la société humaine, c'est qu'elle produit et re-produit ses conditions matérielles d'existence. L'animal peut parfois se servir d'un outil: mais seul l'homme fabrique ses outils. Entre l'individu ou le groupe, et la satisfaction des besoins, interviennent la production, le travail, qui sans cesse modifie les manières d'agir et de transformer l'environnement. D'autres formes de vie - la société des abeilles par exemple - fabriquent leurs conditions matérielles, mais, au moins à l'échelle où l'homme peut les observer, leur évolution semble figée. Le travail, au contraire, est l'appropriation, l'assimilation toujours perfectionnée de l'environnement de l'homme. Le rapport des hommes et de la nature est également un rapport des hommes entre eux: ces rapports inter-humains dépendent des rapports de production. Par là les hommes produisent aussi les idées, la façon dont ils se représentent le monde, et l'évolution des deux.

Avec la transformation de l'activité se transforme également le contexte social dans lequel elle s'exerce, les rapports entre les hommes. Les rapports de production dans lesquels entrent les hommes sont indépendants de leur volonté: chaque génération est confrontée aux conditions techniques et sociales léguées par les générations précédentes. Mais elle peut les transformer, dans les limites permises par le niveau atteint alors par les forces productives matérielles. A proprement parler, ce qu'on appelle "l'histoire" ne fait rien: ce sont les hommes, par le jeu de leurs rapports réels, qui font l'histoire, mais seulement dans le cadre des possibilités de leur époque. Cela ne veut pas dire que chaque changement important des forces productives s'accompagne immédiatement et automatiquement d'un changement correspondant des rapports de production. La société nouvelle engendrée par l'ancienne ne peut apparaître et triompher que par une révolution détruisant tout l'édifice politique et idéologique qui jusque là permettait la survie des rapports sociaux périmés.

Tout rapport de production est historique, donc transitoire. Un noir est un noir: c'est seulement dans certaines conditions qu'il devient un esclave. De même, le travail salarié est un type de rapport entre les individus, entre l'individu et la société, entre l'individu et la production des moyens de sa vie. Ce n'est qu'un rapport de production dans toute une évolution historique. Malgré les misères et les souffrances qu'il a entraînées, il a joué un rôle utile, posant les bases nécessaires de son propre dépassement. Autrefois forme de développement, le salariat n'est plus, et depuis longtemps, qu'une lourde entrave, et même une menace à la simple existence de l'humanité. Ce qu'il importe de montrer, au delà des objets matériels, des usines, des machines, des ouvriers qui y viennent chaque jour travailler, des produits qu'ils fabriquent, c'est la relation sociale qui se dissimule derrière tout ce mécanisme, et son évolution possible et nécessaire.

Historiquement, l'humanité s'est d'abord rassemblée en groupes relativement autonomes et dispersés, en familles (au sens large: la famille réunissant tous ceux d'un même sang), en tribus. Dans ces communautés primitives, chacun ne produit pas plus qu'il ne consomme. Le niveau des forces productives reste très bas, et la constitution de réserves, de stocks, est presque impossible. Par production, il faut entendre ici essentiellement des activités de chasse, pêche, cueillette. Les biens ne sont pas produits pour être consommés après échange, après une mise sur le marché. La production est sociale immédiatement, et non pas par le détour de l'échange. La communauté répartit - selon des règles simples bien entendu - ce qu'elle produit, et chacun reçoit directement ce qu'elle lui donne, sans qu'il ait besoin d'aller se le procurer. Il n'y a pas de production individuelle, au sens d'une séparation entre les individus, qu'un moyen terme, l'échange, réunissait seulement après la production, par la confrontation des différents biens produits chacun séparément. Les activités sont ici décidées - c'est à dire imposées au groupe par les nécessités - et effectuées en commun, et leurs résultats partagés de la même façon.

Il n'y a aucun intermédiaire entre la production et la consommation, ni entre les individus, ni entre les individus et la société. La production n'est pas une activité à part, elle est intégrée à la vie sociale, dont il est difficile de distinguer les divers composants: pratiques et liens de la production se mêlent à ceux de parenté, de représentation du monde ("art"), etc. Il n'y a ni économie ni politique à proprement parler. La production des moyens de vivre est un acte social: il n'y a pas de métiers. L'organisation des hommes est le produit de l'activité commune et ne nécessite aucune institution particulière chargée de les réunir: il n'y a ni vie "privée" ni vie "publique" distinctes. L'individu en tant que tel n'existe pas. Cette société est totalitaire en ce que tous les aspects de la vie sont automatiquement réglés. Il n'y a pas de groupes rivaux au sein de la communauté. Pour qu'une division entre groupes sociaux opposés et s'affrontant apparaisse, il faut que le niveau des forces productives s'élève au point où un homme peut produire plus que ce qui est nécessaire à sa propre subsistance. La spécialisation, les métiers, la division technique et sociale du travail, les classes et la lutte de classes sont alors possibles.

Dans la communauté primitive, comme dans toute société, le travail est une activité de transformation. Une force de travail, utilisant un moyen donné, produit un objet. Cette modification a un résultat: un bien qui remplit un usage, satisfait un besoin particulier. C'est l'aspect concret du travail, qui donne naissance à un objet utile, qui a une utilité, une valeur d'usage, avec sa fonction spécifique (étant entendu que l'utilité est une notion sociale, et n'a donc de sens que dans la société où l'objet est produit). Cet aspect est le seul que connaisse la communauté primitive, pour laquelle n'existe qu'une activité sociale, celle consistant à créer et à transformer la vie. Le rapport est immédiat entre l'individu et les valeurs d'usage, et entre les individus. Dans une certaine mesure, il n'y a même pas de différence entre la famille et la société: la famille rassemble tous ceux qui sont dans le groupe (famille élargie à la consanguinité), au moins à un stade de l'évolution.

Le progrès technique engendre un surplus, qui marque le premier processus de la productivité: on commence à produire plus que le nécessaire à la survie. Ce surplus pose un problème pratique à la communauté dès qu'il atteint un certain volume, car son développement n'est possible que si 1) les activités se spécialisent à l'intérieur de la communauté, et

- 2) les différentes communautés communiquent entre elles leurs surplus respectifs.

Cette circulation ne peut s'effectuer que par l'échange, c'est à dire par la prise en considération, non dans la conscience, mais dans les faits, de ce qu'il y a de commun entre les différents biens à faire passer d'un point à un autre. Or les produits de l'activité humaine ont entre eux cet élément commun d'être tous le résultat d'une certaine quantité d'énergie, individuelle et sociale à la fois, marquée d'un phénomène bien visible, observable: l'usure de la force et du moyen de travail. C'est là le caractère abstrait du travail, qui non seulement produit un objet utile, mais est en outre consommation d'énergie, d'énergie sociale. En effet le travail est social par sa nature même. En permettant progressivement à l'homme de s'accorder à la nature, il lui permet aussi de développer son rapport avec les autres hommes. L'"acteur" de l'histoire est donc toujours la société, produit de l'inter-action des actions des hommes. C'est elle qui transforme son environnement: cette activité n'est possible qu'à condition d'y consacrer une quantité donnée de temps de travail, indépendamment du caractère concret et utile et de la qualité du résultat obtenu. La valeur d'un bien, en dehors de l'usage que l'on peut en faire, est la quantité de travail abstrait qu'il contient, c'est dire la quantité d'énergie sociale nécessaire à le reproduire. Cette quantité trouve elle même sa mesure dans le temps, et la valeur d'un bien est le temps nécessaire socialement, en moyenne dans la société considérée, à un moment donné de son histoire, pour le produire.

L'élargissement de l'activité et des besoins de la communauté la conduit à ne plus seulement produire des biens, mais aussi des marchandises, qui ont une valeur d'usage, mais possèdent également une valeur d'échange. Le commerce, apparu d'abord entre communautés, s'introduit ensuite à l'intérieur des communautés, spécialisant les activités, créant les métiers, divisant socialement le travail. Mais par là même le travail change de nature. La relation d'échange crée le travail comme travail double, à la fois production de valeur d'usage et production de valeur d'échange. Il cesse d'être intégré à toute l'activité sociale pour devenir domaine spécialisé, séparé du reste de l'existence de l'individu. Il y a d'abord séparation entre ce que fait l'individu pour le groupe et pour lui même, et ce qu'il fait pour l'échanger contre d'autres biens d'une autre communauté. Cette seconde partie de son activité est sacrifice, contrainte. Puis la société se diversifie et il y a séparation entre travailleur et non-travailleur. A ce stade la communauté n'existe plus.

Le rapport d'échange est indispensable à la communauté, pour lui permettre de se développer et de satisfaire ses besoins croissants. En même temps il la détruit en tant que communauté. Il fait qu'on ne considère plus l'autre - et soi même - que comme porteur d'un bien. L'usage de ce que je produis pour l'échanger ne m'intéresse plus; seule compte l'usage du bien que j'obtiendrai en contrepartie. Mais pour celui qui me le vend, ce second usage ne compte pas, car il ne

s'intéresse qu'à la valeur d'usage de ce que j'ai moi même produit. Ce qui est valeur d'usage pour l'un n'est que valeur d'échange pour l'autre, et réciproquement. La communauté a disparu le jour où ses (anciens) membres ne s'intéressent plus les uns aux autres qu'en fonction de l'intérêt qu'ils ont à entrer en rapport avec eux. Non pas que l'altruisme ait été le moteur de la communauté primitive, ou doive devenir celui du communisme. Simplement dans un cas le mouvement des intérêts rapproche les individus et les fait agir en commun; dans l'autre il les individualise et les oblige à lutter les uns contre les autres. Avec l'apparition de l'échange dans la communauté, le travail n'est plus la réalisation de besoins par la collectivité, mais le moyen d'obtenir des autres la satisfaction de besoins.

Tout en promouvant l'échange d'un côté, la communauté a d'ailleurs tenté de le freiner de l'autre. Elle a essayé de détruire les surplus ou de fixer des règles strictes de circulation des biens. Mais finalement, l'échange l'a emporté, au terme d'une évolution longue et complexe, au moins dans une grande partie du monde. Là où il n'a pu véritablement s'établir en maître, la société s'est sclérosée, avant d'être enfin détruite par l'invasion de la société marchande (ainsi l'empire des Incas sous les coups des Espagnols à la recherche de la valeur sous forme de métal précieux: voir plus loin sur la monnaie).

Tant que les biens ne sont pas produits séparément, donc tant qu'il n'y a pas division du travail, on ne peut pas confronter les valeurs respectives de deux biens, puisqu'ils sont produits et répartis en commun. Il n'y a pas encore ce moment de l'échange, moment intermédiaire entre production et consommation, pendant lequel les temps de travail de deux produits se mesurent l'un l'autre, l'échange s'effectuant en conséquence. Pour que le caractère abstrait du travail se manifeste, il faut que les rapports sociaux l'exigent. Il ne le peut que lorsque, avec le progrès technique, il est nécessaire au développement des forces productives que les hommes se spécialisent dans des métiers et communiquent entre eux leurs produits, et que des communications s'établissent aussi entre groupes, devenus alors des Etats. Ces deux exigences imposent que la valeur, le temps de travail moyen, devienne l'instrument de mesure. A la base de ce mécanisme se trouvaient des rapports pratiques entre hommes dont les besoins réels se développaient.

La valeur n'apparaît pas parce qu'il est plus commode de mesurer par son intermédiaire. Lorsque les rapports sociaux de la communauté primitive font place à des relations plus étendues, plus diversifiées, elle naît comme la médiation indispensable aux activités humaines. Il est normal que le temps de travail social moyen serve de mesure, puisque le travail vivant est alors l'élément essentiel de la production de richesses: il représente ce qu'il y a de commun entre tous les travaux, qui ont cette qualité commune d'être des dépenses de force humaine de travail, en dehors de la manière particulière dont cette force a été dépensée. Correspondant au caractère abstrait du travail, la valeur en représente l'abstraction, le caractère général, social, indépendamment de toutes les différences de nature entre les objets qu'il peut produire.

Les progrès économiques et sociaux permettent à l'organisation humaine et à ses capacités d'association des éléments du processus de travail - et d'abord du travail vivant - de prendre une efficacité nouvelle. Apparaît ainsi la différence (et l'opposition) entre travailleur et non-travailleur, entre ceux qui organisent le travail et ceux qui travaillent. Les premières villes et de grands travaux d'irrigation naissent de cette multiplication des efforts et de l'efficacité productive. Le commerce, comme activité particulière, fait son apparition: il y a désormais des hommes qui vivent, non pas de la production, mais de la médiation entre les différentes activités des unités de production séparées. Un grand nombre de biens ne sont plus que des marchandises. Pour être utilisés, pour mettre en oeuvre leur valeur d'usage, leur capacité de satisfaire un besoin, ils doivent être achetés, satisfaire leur valeur d'échange. Sinon, bien qu'ils existent en tant qu'objets matériels, concrets, du point de vue de la société ils n'existent pas. On n'a pas le droit de s'en servir. Ce fait montre bien que la marchandise n'est pas simplement une chose, mais d'abord un rapport social obéissant à une logique propre, celle de l'échange, et non celle de la satisfaction des besoins. La valeur d'usage n'est plus que le support de la valeur. La production devient un domaine distinct de la consommation, de même le travail par opposition au non-travail. La propriété s'introduit comme cadre juridique de la séparation entre les activités, entre les hommes, entre les unités de production. L'esclave est une marchandise pour son propriétaire, qui achète un homme pour le faire travailler.

L'existence d'un médiateur sur le plan de l'organisation de la production (échange) s'accompagne de celle d'un médiateur sur le plan de l'organisation des hommes: l'Etat est indispensable comme force de rassemblement des éléments de la société, en fonction des intérêts de la classe dominante. Il y a nécessité d'une unification parce que la cohérence de la communauté primitive a été détruite. La société est donc obligée, pour maintenir sa cohésion, de créer une institution qui se nourrit d'elle. Mais l'échange aussi se manifeste de façon concrète, visible, avec la naissance de la monnaie. L'abstraction qu'est la valeur se matérialise dans la monnaie, devient elle aussi une marchandise, qui marque la tendance de la valeur à devenir indépendante, à se détacher de ce dont elle est issue et qu'elle représente: les valeurs d'usage, les biens réels. Par rapport au simple échange: x quantité du bien A contre y quantité du bien B, la monnaie permet une universalisation, où l'on peut obtenir n'importe quoi si l'on dispose de temps de travail abstrait cristallisé en monnaie. La monnaie n'est que du temps de travail abstrait du travail et figé sous une forme durable, mesurable, transportable. Elle manifeste de façon visible, palpable même, ce qu'il y a de commun dans les marchandises, non plus dans deux ou plusieurs marchandises, mais dans toutes les marchandises possibles. Elle autorise son possesseur à commander le travail d'autrui, ou à le faire faire ou le chercher au bout du monde. On échappe par elle aux limitations de l'espace et du temps. Si les communautés primitives étaient coupées les unes des autres, au point que souvent elles ne pouvaient même pas se faire la guerre, l'échange, apparu d'abord à la lisière des communautés, les détruit. Dans les régions les plus avancées du globe, les hommes s'organisent en Etats marchands et guerriers à la fois, et le commerce et la violence entreprennent de socialiser le monde. Une tendance à l'économie universelle se manifeste, de l'antiquité à la fin du moyen âge, autour de grands centres, mais ne

peut se réaliser. La destruction des empires et le repliement sur soi marquent les échecs successifs de ces tentatives. Seul le capitalisme crée, à partir du XVI^e siècle, mais surtout aux XIX^e et XX^e siècles, l'infrastructure nécessaire à une économie universelle durable.

En effet le capital est un rapport de production qui crée entre la force de travail et le travail passé (accumulé par les générations précédentes) une relation tout à fait nouvelle, et prodigieusement efficace. Mais là encore, comme pour la naissance de l'échange, le capital n'apparaît pas à la suite d'une quelconque décision ou planification, mais comme le prolongement de rapports sociaux réels qui, après le moyen âge, entraînent dans quelques pays d'Europe de l'ouest un développement qualitativement nouveau.

Le commerce avait accumulé des sommes d'argent, sous diverses formes, perfectionnant déjà un système bancaire et de crédit. La possibilité de les employer existait, d'une part avec les premières machines (textile), de l'autre avec les milliers de pauvres contraints par la perte de tout instrument de travail (agricole ou artisanal) d'accepter le nouveau rapport de production: le salariat. Il fallait préalablement que l'industrie amasse, entasse, emmagasine du travail sous formes de machines, puis de manufactures. Ce travail passé devait être mis en mouvement par le travail vivant de ceux qui n'avaient pu réaliser cette accumulation de matières premières et de moyens de travail. C'est sur cette base que s'établit le capital. De la dissolution de la communauté primitive à la fin du moyen âge (pour l'Europe occidentale, car ailleurs l'évolution est différente), il y a échange de biens produits, selon les époques, par des esclaves, des artisans, des paysans libres, très peu de salariés. Vers le XV^e siècle, ne sont ~~jamais~~ objets de commerce que les surplus de la petite production paysanne et quelques produits fabriqués (armes, vêtements). Mais la production n'est pas faite en fonction de l'échange, elle n'est pas réglée par lui. Le commerce seul, la production marchande simple (par opposition à la production marchande capitaliste), ne pouvait fournir la stabilité, la durabilité que suppose la socialisation, l'unification du monde. Au contraire l'économie marchande capitaliste en est capable, parce que la production dont s'empare le capital lui en donne le moyen. Le capital réalise en effet une véritable synthèse de l'échange et de la production.

L'esclave ne vendait pas sa force de travail: son propriétaire achetait la personne de l'esclave lui-même, et le mettait au travail. Avec le capital, ce sont les moyens de production qui achètent le travail vivant qui les met en mouvement. Le rôle du capitaliste n'est pas négligeable, mais secondaire: il est avant tout le fonctionnaire du capital, le commandant du travail social. Par là même ce qui est au premier plan, c'est le développement du travail passé par le travail vivant. Investir, accumuler, tels sont les mots d'ordre du capital (ainsi le développement prioritaire de l'industrie lourde dans tous les pays dits socialistes ne fait que signaler la construction du capitalisme). Mais il ne s'agit pas d'accumuler des valeurs d'usage. Le capital ne multiplie les usines, les voies ferrées, etc., que pour accumuler de la valeur. Le capital est d'abord une somme de valeur, de travail abstrait cristallisé sous forme d'argent, de fonds financiers, de titres, d'actions, etc., et qui cherche à s'accroître. Il faut qu'une somme x de valeur donne à la fin du cycle une somme $x +$ un profit. Pour se mettre en valeur, la valeur achète la force de travail elle-même. C'est la grande nouveauté du capital que de faire de la force de travail une marchandise.

Cette marchandise est tout à fait spéciale, car sa consommation fournit du travail, donc de la valeur nouvelle, au contraire des moyens de production qui ne livrent que leur propre valeur. Il y a donc production de valeur supplémentaire. Le secret de l'origine de la richesse bourgeoise réside dans cette plus-value, différence entre la valeur créée par le salarié dans son travail, et celle nécessaire à la reproduction de sa force. Le salaire couvre les frais de cette reproduction; mais le salarié travaille une partie de sa journée de travail gratuitement, car cette partie, correspondant à la valeur nouvelle qu'il produit, ne lui est pas payée. Le capital empêche la différence.

Tout de suite on voit que l'essentiel n'est pas dans l'appropriation de cette plus-value par l'individu capitaliste. Le communisme n'a rien à voir avec l'idée que les travailleurs doivent récupérer pour eux mêmes tout ou partie de la plus-value. Premièrement pour une raison bien simple, presque évidente: il est nécessaire de réserver une partie des ressources au renouvellement de l'équipement, aux productions que l'on va créer, etc. Mais surtout, l'important n'est pas la fraction de plus-value empochée par une poignée de capitalistes. Si ces derniers étaient éliminés, mais que l'on conserve l'ensemble du mécanisme, en distribuant une partie de la plus-value aux travailleurs pour investir le reste dans des équipements collectifs (1), la logique du système de la valeur aboutirait toujours à développer les productions permettant une valorisation maximum. Tant que la société a pour base un mécanisme mêlant deux processus, un processus de travail réel et un processus de valorisation, la valeur domine la société. La nouveauté du capital est d'avoir conquis la production, ce qui a eu pour effet de socialiser le monde depuis le XIX^e siècle, par des installations industrielles, des moyens de transport, le stockage et la communication rapide de l'information, etc. Mais dans le cycle du capital la satisfaction des besoins n'est qu'un sous-produit, et non le moteur du mécanisme. La valorisation est le but: au mieux la satisfaction des besoins est un moyen, car il faut bien vendre ce qu'on produit.

L'entreprise est le lieu et le centre de cette production capitaliste; chaque entreprise, industrielle ou agricole, sert de point de regroupement à une somme de valeur cherchant à s'accroître. Il s'agit pour l'entreprise de faire des profits. Ici encore, la liquidation communiste de la loi du profit ne consiste pas à se débarrasser de quelques "gros" capitalistes. Ce qui importe, ce ne sont pas les profits personnels que peut faire tel capitaliste, mais la contrainte, l'orientation imposée à la production et à la société par ce système. Toute la démagogie sur les riches et les pauvres (ainsi les thèmes des "200 familles" avant la guerre, et de "la France du fric" - opposée à la France du "peuple") n'aboutit qu'à éloigner l'attention du noeud du problème. Le communisme ne consiste pas à s'emparer de l'argent des riches, ni, de la part des révolutionnaires, à le distribuer aux pauvres. Le thème du partage se situe encore sur la terrain du capital.

(1) C'est ce que le PC dit qu'il ferait s'il était au pouvoir.

Il y a concurrence entre les entreprises: chacune d'elles affronte les autres sur le marché, c'est à dire dispute le marché aux autres. Historiquement, on a vu comment les différents aspects de l'activité humaine se séparent. Le rapport d'échange contribue à la division en métiers, qui à son tour facilite le développement du système marchand. Mais, comme cela se voit encore souvent de nos jours, même dans les pays développés, à la campagne par exemple, il n'y a pas alors vraiment concurrence parce que les activités sont partagées de manière stable entre le boulanger, le cordonnier, etc. Dans le capitalisme, il ne s'agit plus seulement d'une division de la société en corps de métiers, mais d'une lutte permanente entre les divers composants de l'industrie (et aussi du secteur improductif: voir plus loin sur ce sujet). Chaque somme de valeur n'existe que contre les autres. Ce que l'idéologie appelle l'égoïsme naturel de l'homme et la lutte inévitable de tous contre tous, n'est en fait que le complément indispensable d'un monde où il faut se battre, en particulier pour vendre ce qu'on a produit. La violence économique, et la violence armée qui la prolonge, font partie du système capitaliste.

Autrefois la concurrence eut un effet positif dans la mesure où elle brisa les limites des règlements, des contraintes corporatives, et poussa le capital à envahir le monde. Elle est devenue maintenant une source de gaspillage et de parasitisme, conduisant à la fois à développer les productions inutiles ou d'un intérêt secondaire, parce que permettant une valorisation plus rapide, et à freiner les productions les plus importantes, si l'offre et la demande risquent d'entrer en contradiction.

La concurrence est la séparation de l'appareil productif en centres autonomes constituant autant de pôles rivaux cherchant à accroître leurs sommes de valeur respectives. Aucune "organisation" ni "planification" ne peut venir y mettre fin, ni aucun contrôle. Ce qui se manifeste dans la concurrence, ce n'est pas la liberté des individus, pas même celle des capitalistes, mais la liberté du capital. Celui-ci ne peut vivre qu'en s'entre-dévorant, en détruisant ses composants matériels (travail vivant et travail passé) pour survivre comme somme de valeur se valorisant.

Les différents capitaux concurrents ont chacun un taux de profit particulier. Mais les capitaux se déplacent d'une branche à l'autre à la recherche d'un taux de profit aussi élevé que possible. Ils se dirigent vers la branche la plus profitable, en délaissant d'autres. Lorsque cette branche est saturée de capital, sa rentabilité baisse et les capitaux se portent sur une autre branche (cette dynamique est modifiée, mais non annulée, par la constitution de monopoles). Ce déplacement incessant conduit à la stabilisation du taux de profit autour d'un taux moyen pour une époque et dans une société données. Chaque capital a tendance à être rémunéré non selon le taux de profit qu'il réalise dans sa propre entreprise, mais selon le taux moyen de profit dans la société, au prorata de la somme de valeur investie dans son entreprise. Chaque capital n'exploite donc pas ses ouvriers, mais l'ensemble des capitaux exploite l'ensemble de la classe ouvrière. Dans le mouvement des capitaux, le capital agit et se révèle comme une puissance sociale, dominant l'ensemble de la société, et acquiert ainsi une cohérence malgré la concurrence qui l'oppose à lui même. Il s'unifie et

devient force sociale, totalité relativement homogène dans ses conflits avec le prolétariat ou avec les autres ensembles capitalistes (nationaux). Il organise dès lors selon son intérêt les relations et les besoins de la société entière. Ce mécanisme joue à l'échelle de chaque pays: le capital constitue son Etat et sa nation contre les autres capitaux nationaux, mais aussi contre le prolétariat (voir plus loin sur ce sujet). L'opposition des Etats capitalistes se manifeste jusque dans les guerres, moyen ultime pour chaque capital national de résoudre ses problèmes.

Rien ne change tant que l'on a des unités de production visant à augmenter leurs quantités respectives de valeur. Que se passe-t'il si l'Etat "démocratique", "ouvrier", "prolétarien", etc., prend toutes les entreprises sous son contrôle, mais les conserve comme entreprises ? Les entreprises d'Etat, ou bien respectent la loi du profit, et rien n'est changé; ou bien ne la respectent pas sans pour autant la détruire, et en ce cas tout va mal. A l'intérieur de l'entreprise, l'organisation est rationnelle, méthodique: le capital impose son despotisme aux travailleurs. A l'extérieur, sur le marché où chaque entreprise rencontre les autres, il n'y a d'ordre que par la suppression permanente et périodique du désordre, au prix de secousses et de crises. Seul le communisme peut supprimer cette anarchie organisée, en supprimant l'entreprise comme totalité séparée des autres.

D'un côté le capital a socialisé le monde. Toute production tend à être le fruit des efforts de l'humanité entière. De l'autre côté le monde reste divisé en entreprises concurrentes, qui cherchent à produire ce qui est rentable, et à produire pour vendre le plus possible. Chaque entreprise essaye de valoriser son capital aux meilleures conditions possibles. Elle tend à produire plus que le marché ne peut absorber, et espère vendre malgré tout, et que seuls les concurrents souffriront de sur-production.

Il en résulte un développement des activités destinées à aider la vente. Les travailleurs improductifs qui, manuels ou intellectuels, font circuler la valeur, augmentent en proportion de ceux qui, manuels ou intellectuels, produisent la valeur. La circulation dont il s'agit ici n'est pas le déplacement physique des biens. La branche des transports produit effectivement de la valeur, car le simple fait de faire passer un bien d'un lieu à un autre y ajoute de la valeur, correspond à un changement réel de sa valeur d'usage: désormais ce bien est disponible en un tout autre endroit que celui de sa fabrication, ce qui augmente évidemment son efficacité, son effet utile. La circulation de la valeur peut ne correspondre à aucun déplacement réel de l'objet concerné, si par exemple il change de propriétaire tout en restant dans un entrepôt: mais, par cette opération, il aura été acheté et vendu. Les difficultés de vente, de réalisation de la valeur du produit sur le marché, obligent à créer un mécanisme très complexe, bancaire, de crédit, d'assurances, de publicité aussi. Le capital développe par là un gigantesque parasitisme, qui engloutit une part énorme (et croissante) des ressources globales dans les frais de gestion et d'administration de la valeur. La comptabilité, nécessaire dans toute organisme social développé, est ici

devenue une machinerie ruineuse et bureaucratique écrasant la société et les besoins réels au lieu de faciliter leur satisfaction. En même temps le capital se concentre, se centralise, tend au monopole. Cette double tendance, à l'accroissement des dépenses improductives et à la formation de monopoles, aboutit à la fois à rendre moins aigu le problème de la surproduction, et à l'aggraver. Le capital ne peut sortir de cette situation que par des crises périodiques, qui règlent momentanément la question en réajustant l'offre à la demande (solvable uniquement, car le capitalisme ne connaît qu'un moyen de faire circuler les biens: l'achat/vente; peu lui importe que la demande réelle, les besoins, ne soit pas satisfaite: le capital crée en réalité une sous-production par rapport aux besoins réels qu'il ne satisfait pas).

La crise capitaliste est plus qu'une crise de la marchandise. C'est une crise liant de manière indissociable la production et la valeur, mais d'une façon telle que la production reste au service de la valeur. On peut la comparer aux crises précapitalistes, à certaines crises d'Ancien régime en France par exemple. Il y avait alors une chute de la production agricole, provoquée par de mauvaises récoltes. Les paysans achetaient moins de produits industriels (vêtements) et l'industrie - encore faible - était en difficulté. La crise a ici pour base un phénomène naturel, climatique. Mais les spéculations des marchands sur le prix du blé les conduisent à les stocker pour faire monter les cours, ce qui entraîne un peu de famine ici et là. La seule existence de la marchandise, et de l'argent, permet la crise: il y a coupure, matérialisée dans le temps, entre l'achat et la vente. Pour le commerçant, et pour l'argent qui cherche à augmenter de volume, l'achat et la vente du blé sont deux opérations distinctes, et le temps qui les sépare est à déterminer en fonction du profit à réaliser. Dans cette coupure entre production et consommation, des hommes meurent de faim. Mais le mécanisme marchand et la valeur ne viennent qu'amplifier une crise née de conditions naturelles. Tant qu'on rencontre de tels phénomènes, le contexte social est précapitaliste, ou celui d'un capitalisme encore faible (ainsi les pays comme la Chine et la Russie dont les mauvaises récoltes influent encore lourdement sur l'économie).

Au contraire la crise capitaliste est le produit de l'union forcée de la valeur et de la production. Dans le capitalisme la valeur s'est emparée de la production. On produit comme si les conditions d'absorption du marché étaient illimitées. On essaye d'ailleurs de les faire reculer, par le crédit, l'organisation du marché, l'action de l'Etat, autant de moyens qui ne transforment pas le capital, mais au contraire perfectionnent ses lois. La saturation du marché entraîne la marche au ralenti, voire même des destructions pures et simples (produits agricoles anéantis ou dégradés), le chômage, situation connue dans son ensemble depuis le XIX^e siècle et qui n'a en rien disparu à notre époque. Elle s'est même aggravée, malgré des améliorations de détails dans les pays avancés, si l'on tient compte du développement des forces productives. Jamais l'écart entre ce que pourraient apporter les forces productives dans un autre cadre social, et ce que le capital en fait, n'a été plus grand. Jamais le capital n'a été aussi destructeur et gaspilleur qu'aujourd'hui.

Dans les crises, non seulement le lien entre valeur d'usage et valeur d'échange, entre l'utilité, le besoin réel d'un bien et sa capacité de s'échanger, éclate, et montre que le monde fonctionne pour

que les quantités de valeur des entreprises puissent augmenter, et non pour satisfaire les besoins ni pour enrichir les capitalistes. Mais en outre, si l'on avait dans la crise d'Ancien régime une difficulté insurmontable (récolte désastreuse) que les rapports marchands se contentaient d'aggraver, les crises capitalistes montrent maintenant qu'elles n'ont aucune base rationnelle inéluctable. Leur cause n'est pas naturelle, mais sociale. Tous les éléments de l'activité industrielle sont présents: matières premières, machines, travailleurs, mais ils restent inemployés ou partiellement utilisés. On voit ainsi qu'ils ne sont pas d'abord des choses, des objets matériels, mais un rapport social. Ils n'existent dans cette société que si la valeur les réunit. Ce phénomène n'est pas "industriel", il ne vient pas des exigences techniques de la production; c'est un phénomène social, découlant de rapports de production, de rapports sociaux déterminés, et qu'un bouleversement de ces rapports supprimerait. Le capital n'est donc pas un système de production qu'il faudrait arracher à une minorité d'"exploiteurs", ou que les travailleurs devraient "gérer" eux mêmes. C'est un rapport social, par lequel l'appareil productif tout entier, et, dans la mesure où la production a conquis la société, l'édifice social dans son ensemble, sont soumis à la logique mercantile. Le communisme se contente de détruire ce rapport marchand, mais par là même il réorganise et transforme toute la société (voir plus loin).

Le réseau des entreprises - lieux et instruments de la valeur - devient une force au dessus de la société. Les besoins (de toute nature: logement, nourriture, "culturels") n'existent que soumis à ce système, et sont même modelés par lui. Ce ne sont pas les besoins qui déterminent la production, mais la production - pour la valorisation - qui détermine les besoins. On construit bien plus volontiers des bureaux ou des résidences secondaires que des habitations là où elles sont le plus demandées. Et les résidences secondaires restent vides 10 mois sur 12, comme des milliers d'appartements, car seuls les propriétaires ou locataires, qui ont acheté l'habitation ou payé son loyer, peuvent l'occuper. L'agriculture est en grande partie, à l'échelle mondiale, négligée par le capital, qui ne la développe que là où il peut se valoriser, alors que la faim continue d'être un problème non réglé pour des centaines de millions d'hommes. L'automobile est une branche développée au delà des besoins dans les pays avancés, mais sa rentabilité assure son maintien malgré toutes les incohérences. Les pays peu développés ne construisent d'usines qui si elles rapportent un taux de profit suffisant. La tendance à la surproduction exige une économie permanente d'armement dans presque tous les pays avancés; ces forces destructrices servent quand il le faut à faire réellement la guerre, dont les effets sont encore un moyen de lutter contre la tendance aux crises.

Le travail salarié lui même est devenu une absurdité depuis des dizaines d'années. Il contraint une partie des travailleurs à un travail d'usine abrutissant (O.S.); une autre partie, très importante, travaille dans le secteur improductif, qui sert à la fois à faciliter les ventes, à absorber les travailleurs libérés par la mécanisation et l'automation, et à fournir une masse de consommateurs, moyen supplémentaire de lutte anti-crise. Le capital annexe tout ce qui est science et technique: dans le domaine productif, il oriente la recherche vers l'étude de ce qui rapportera le profit maximum; dans le domaine improductif, il développe la gestion et les techniques d'utilisation du marché. Ainsi l'humanité tend à se partager en trois groupes:

- les productifs souvent physiquement liquidés par leur travail;
- les improductifs qui ne servent à rien ou pire;
- et la masse des non-salariables des pays pauvres, que le capital n'arrive pas à intégrer d'une façon ou d'une autre, et dont des centaines de milliers sont détruits périodiquement dans des guerres produites directement ou indirectement par l'organisation capitaliste de l'économie mondiale.

Le développement de certains pays pauvres est réel (Brésil), mais il n'est acquis qu'au prix de la destruction partielle ou totale des anciennes formes de vie, et se manifeste par exemple par l'entassement et la misère dans les villes. Seule une minorité de la population a la "chance" de pouvoir travailler en usine, le reste est sous-employé ou en chômage.

Le capital crée à la fois un réseau d'entreprises vivant par et pour le profit, prolongé et protégé par les États devenus des instruments anti-communistes, et un ensemble d'individus qu'il contraint à se dresser contre lui. Cette masse n'est pas homogène, mais constituera son unité dans la révolution communiste, sans que ses composants jouent le même rôle. Toute révolution est le produit de besoins réels, issus de conditions matérielles d'existence devenues insupportable. Il en est de même du prolétariat, que le capital oblige lui-même à apparaître. Une grande partie de la population mondiale est forcée de vendre sa force de travail pour vivre, car elle n'a aucun moyen de production à sa disposition. Certains la vendent et sont productifs, d'autres la vendent et sont improductifs, d'autres enfin ne peuvent pas la vendre (le capital n'achète le travail vivant que s'il peut ainsi se valoriser dans une proportion raisonnable), et sont exclus de la production, soit dans les pays développés, soit dans les pays pauvres.

Si l'on identifie prolétaire et ouvrier, travailleur, alors on ne voit pas ce qu'il y a de subversif dans la condition de prolétaire. Le prolétariat est la négation de cette société. Il réunit non pas les pauvres, mais ceux qui ne disposent d'aucune réserve, et n'ont à perdre que leurs chaînes; ceux qui n'ont rien, et ne peuvent se libérer qu'en détruisant tout de l'ordre social actuel. Le prolétariat est la dissolution de la société actuelle, parce qu'elle lui refuse pour ainsi dire tous ses aspects positifs. Il est donc également sa propre destruction. Toutes les conceptions (bourgeoise classique, fasciste, stalinienne, de gauche, gauchiste, etc.) qui font à un degré quelconque l'éloge du prolétariat en tant que tel, tel qu'il existe actuellement, et le montre sous un jour positif, affirmant des valeurs et venant régénérer la société en crise, sont contre-révolutionnaires. La glorification de l'ouvrier est devenue l'une des manifestations les plus efficaces et l'une des mystifications les plus dangereuses du capital. Bien au contraire, chaque fois qu'il intervient, le prolétariat montre qu'il est le négatif de la société actuelle, et n'a aucune valeur à y apporter, ni aucun rôle à y tenir,

sinon un rôle destructeur.

Le prolétariat est un rapport historique. Il n'est en permanence la destruction du vieux monde que potentiellement, et ne le devient réellement que dans un moment de tension sociale, contraint par le capital à se faire l'agent du communisme. Le prolétariat ne devient la subversion de la société établie qu'au moment où il s'unifie, où il se constitue en classe et s'organise, non pour se faire classe dominante comme la bourgeoisie en son temps, mais pour détruire la société de classes: il n'y a plus alors qu'un seul agent social, l'humanité. Mais, en dehors de ce moment de conflit, et de ceux qui le précèdent, le prolétariat est réduit au rang d'un élément du capital, d'un rouage de son mécanisme (et c'est cet état dont le capital fait l'éloge).

S'il a réduit dans certains pays le nombre des ouvriers d'usine, le développement du capital n'a pas réduit à rien le prolétariat. Il est vrai qu'un certain nombre de productifs ont pu être intégrés par le capital et le réformisme (PC, CGT en France par exemple). En outre, si une partie des improductifs se rapproche des ouvriers par ses conditions de travail, de salaire et de vie, une partie s'en détourne, gagnée à elle par le capital, au moins provisoirement. Enfin il est clair qu'une fraction des non-salariés des pays pauvres ne pourra intervenir efficacement dans un processus de révolution, pour des raisons d'isolement, d'arriération, etc., au moins pendant une phase de la lutte. Cependant, ce qui est sûr, c'est que

- 1) la révolution sera l'oeuvre d'éléments sans-réserves issus de ces trois sous-groupes du prolétariat;
- 2) les productifs révolutionnaires joueront un rôle décisif (mais non exclusif) dans la mesure où leur place dans la production les met mieux à même - au moins au départ - de la révolutionner (voir plus loin sur l'économie comme arme).

Par là le prolétariat d'usine ne perd en rien son rôle central, bien que d'autres éléments viennent l'épauler dans la révolution.

La révolution communiste est un mécanisme que le prolétariat accomplit sans savoir qu'il va l'accomplir (cependant la conscience de ce qu'il fait lui est précieuse pour abrégé cette phase en agissant plus efficacement). Le prolétariat est conduit à se servir de l'arme que lui donne sa fonction sociale - dans le cas de travailleurs productifs. Par exemple, même dans un conflit revendicatif, il est amené à occuper son entreprise parce que c'est l'instrument de pression normal pour lui, dans la mesure où justement il ne dispose d'aucune réserve. Pour triompher, la logique de son action l'oblige à entrer en contact avec les autres entreprises, et, dans une phase ultérieure, à remettre lui-même en marche la production, en liaison avec les autres entreprises. Bien entendu il ne peut passer par le biais de la valeur, puisqu'il n'a aucun contrôle sur le capital comme somme de valeur: il n'a aucun moyen de se servir du capital financier, et ne peut utiliser que le processus de travail qui est sa fonction. Il fait éclater ainsi la nature double du capital, à la fois mécanisme de travail et mécanisme de valorisation. Parallèlement les besoins réels au niveau de la consommation courante, du logement, des transports, etc., entraînent là aussi la disparition du rapport social marchand: seules subsistent finalement l'utilisation et la circulation des valeurs d'usage.

La communauté primitive était trop pauvre pour tirer parti des potentialités du travail. Le travail y est immédiat, chacun agit pour sa subsistance immédiate. Le travail ne se cristallise pas, ne s'accumule pas dans des instruments, dans du travail amassé, passé. Lorsque cela devient possible, l'échange est nécessaire: on ne peut que mesurer la production en travail abstrait, en temps de travail moyen afin de la faire circuler. Le travail vivant reste l'élément essentiel de l'activité, et le temps de travail la mesure nécessaire. La monnaie le matérialise. D'où l'exploitation de classes par d'autres, l'aggravation de catastrophes naturelles (voir plus haut sur la crise d'ancien régime). D'où aussi la naissance, le déclin, la chute d'Etats et parfois d'empires qui ne peuvent se développer qu'en luttant contre d'autres. Parfois les relations d'échange sont interrompues entre les différentes parties du monde civilisé, à la suite de la mort d'un empire ou de plusieurs: il arrive même qu'une telle pause dans le développement dure des siècles, pendant lesquels l'économie semble revenir en arrière, vers l'économie de subsistance.

L'humanité n'a pas alors un appareil de production tel que l'exploitation du travail vivant demeure inutile, ruineuse même. Le rôle du capitalisme est justement d'accumuler ce travail passé. L'existence de tout cet ensemble industriel, de tout ce capital fixe, prouve que le caractère social de l'activité humaine a fini par se matérialiser dans un instrument qui permet de créer, non pas un paradis sur terre, mais un développement utilisant au mieux les ressources pour satisfaire les besoins, et produisant les ressources en fonction des besoins. Si cette infrastructure est l'élément essentiel de la production, alors le rôle régulateur de la valeur, correspondant à la phase où le travail vivant était le facteur productif principal, perd tout son sens, n'est plus nécessaire à la production. Son maintien est devenu caduc et catastrophique. La valeur, concrétisée par la monnaie, sous toutes ses formes, des plus simples aux plus complexes, résulte du caractère général du travail, de l'énergie à la fois individuelle et sociale qu'il dégage et consume. Elle reste le médiateur nécessaire tant que cette énergie n'a pas créé un système productif global à l'échelle du monde. Elle devient ensuite une entrave.

Le communisme est la disparition d'une série de médiations jusque là nécessaires (malgré la misère qu'elles engendrent) pour accumuler assez de travail mort afin que l'on puisse se passer d'elles. Tout d'abord la valeur: il est inutile d'avoir un élément extérieur aux activités sociales pour les relier entre elles et les stimuler. L'infrastructure accumulée n'a besoin que d'être transformée et développée. Le communisme compare les valeurs d'usage pour décider de développer telle production plutôt que telle autre. Il ne réduit pas les composants de la vie sociale à un dénominateur commun (le temps de travail moyen qu'ils contiennent). Le communisme n'organise sa vie matérielle qu'à partir de la confrontation des besoins - ce qui n'exclut pas des conflits le cas échéant.

Le communisme est aussi fin de tout élément nécessaire à l'unification de la société: il est fin de la politique. Il n'est ni démocratique ni dictatorial. Il est bien sûr "démocratique" si l'on

désigne par là la prise en charge par tous des activités sociales: et ce, non par volonté gestionnaire ou principe démocratique, mais parce que l'organisation de l'activité est normalement le fait de ses membres. Mais, au contraire de ce que disent les démocrates, cela n'est possible que par le communisme, c'est à dire la mise en communauté de tous les éléments de la vie, la suppression de toute activité séparée, de toute production isolée. On ne peut obtenir ce résultat que par la destruction de la valeur. Car l'échange entre les entreprises exclut toute prise en mains de la vie (et d'abord de la vie matérielle) par la collectivité: en effet le but de l'échange et de l'entreprise est radicalement opposé à celui des hommes - qui est de satisfaire leurs besoins. L'entreprise cherche avant tout à se valoriser et ne tolère aucune direction sauf celle qui lui permet d'atteindre au mieux ce but (c'est pourquoi les capitalistes ne sont que les fonctionnaires du capital). C'est elle qui dirige ses dirigeants. La suppression de la limitation que représente l'entreprise, la destruction du rapport marchand qui oblige chacun à ne considérer les autres que comme des moyens pour gagner sa vie, sont les seules conditions d'une auto-organisation des hommes. Dès lors les problèmes de gestion sont secondaires, et il serait absurde de vouloir que chacun gère à tour de rôle. Le problème ne se pose même plus. La comptabilité et l'administration deviennent des activités comme les autres, sans privilège dans un sens ou un autre: chacun peut les exercer ou ne pas les exercer.

Dans le communisme, il est inutile d'avoir une force extérieure aux individus pour les réunir. C'est ce que ne voient pas les socialistes utopiques, par exemple. Leurs sociétés imaginaires, quels que soient leurs mérites et leur force visionnaire, ont presque toujours besoin de plans très strictes et de directives quasi totalitaires. On cherche à créer un lien, qui résulte en réalité naturellement de l'association des hommes en groupe. On prétend éviter l'exploitation, l'anarchie, et l'on organise par avance la vie sociale. D'autres voudraient, pour ne pas tomber dans un tel dirigisme, laisser la société se faire toute seule. Le problème est ailleurs: seuls des rapports sociaux bien déterminés, reposant sur un niveau de développement bien précis de la production matérielle, rendent possible et nécessaire l'harmonie entre les individus (ce qui inclut des conflits: voir plus haut). Alors ces derniers peuvent satisfaire leurs besoins, mais seulement par la participation automatique au fonctionnement du groupe, sans être pour autant réduits à de simples rouages du groupe. Le communisme n'a pas besoin de réunir ce qui était séparé, et ne l'est plus désormais.

Cela vaut aussi sur le plan mondial, et même universel. Les Etats et les nations, instruments nécessaires du développement, sont maintenant purement réactionnaires et les divisions qu'ils perpétuent sont un frein au développement: la seule dimension possible désormais est celle de l'humanité entière.

L'opposition entre manuel et intellectuel, entre nature et culture, était indispensable autrefois. La séparation entre le travailleur et l'organisateur du travail en multipliait l'efficacité. Le développement aujourd'hui acquis n'en a plus besoin, et cette coupure n'est qu'une entrave qui manifeste son absurdité dans tous les

aspects de la vie scolaire, universitaire, professionnelle, "culturelle", etc. Le communisme détruit la séparation entre une partie des travailleurs abruti par le travail manuel et une autre partie inutile dans des bureaux.

Il en va de même de l'opposition entre l'homme et son environnement. Autrefois l'homme ne put socialiser le monde qu'en luttant contre la domination de la "nature". C'est lui aujourd'hui qui encercle et menace la nature. Le communisme est réconciliation de l'homme et de la nature.

Le communisme est fin de l'économie comme domaine particulier, lieu privilégié dont dépend tout le reste, mais que tout le reste méprise et fuit. L'homme produit et reproduit ses conditions d'existence: à partir de la dissolution de la communauté primitive, mais sous la forme la plus pure dans le capitalisme, le travail, activité d'appropriation par l'homme de son environnement, est devenu une contrainte opposée au temps de repos, au loisir, à la "vraie" vie. Cette phase était nécessaire historiquement pour créer le travail passé qui permet de supprimer cet asservissement. Avec le capital, la production, en fait production pour la valorisation, est devenue le maître du monde. C'est la dictature achevée des rapports de production sur la société. En produisant, on sacrifie son temps de vie pour jouir ensuite de la vie, jouissance presque toujours sans rapport avec la nature du travail, devenu simple moyen de gagner sa vie. Le communisme dissout les rapports de production, les fonde dans les rapports sociaux. Il ne connaît plus d'activité séparée, de travail opposé au jeu. L'obligation de faire le même travail toute une vie, d'être manuel ou intellectuel disparaît. Avec le rôle du travail accumulé qui inclut et incorpore toute la science et la technique, la recherche et le travail, la réflexion et l'action, l'enseignement et l'activité ne font plus qu'un. Certaines tâches peuvent être prises en charge par tous, et la généralisation de l'automatisation transforme complètement l'activité productive. Le communisme ne prône d'ailleurs pas le jeu contre le travail, ou le non-travail contre le travail. Ces notions bornées et partielles sont encore des réalités capitalistes. Le travail en tant que production-reproduction des conditions de vie non seulement matérielles mais aussi culturelles, affectives, etc., est le propre de l'humanité.

L'homme crée collectivement les moyens de son existence, et les transforme; il ne les reçoit pas donnés par les machines, car en ce cas l'humanité serait réduite au stade de l'enfant, qui se contente de recevoir des jouets dont il ignore l'origine, dont l'origine n'existe même pas pour lui (les jouets sont là, ils existent, c'est tout). De même le communisme ne rend pas le travail perpétuellement joyeux et agréable. L'activité éminemment enrichissante du poète passe par des moments pénibles et même douloureux. Le communisme ne fait en ce domaine que supprimer la séparation entre l'effort et la jouissance, la création et la récréation, le travail et le jeu.

Le communisme est l'appropriation par l'humanité de ses richesses, étant bien entendu que cette appropriation est aussi et inévitablement une transformation de fond en comble. Cela implique nécessairement la destruction des entreprises en tant qu'unités séparées et par là de la loi de la valeur: non pas pour socialiser le profit, mais pour faire circuler les produits entre les centres industriels sans passer par l'intermédiaire de la valeur. Cela ne signifie absolument pas que la révolution communiste reprendra tel quel le système productif du capitalisme. Il ne s'agit pas de se débarrasser du "mauvais" côté du capital (la valorisation) en gardant le "bon" (la production). Car, comme on l'a vu, la valeur et la logique du profit impose un certain type de production, hyperdéveloppent certaines branches, en négligent d'autres. Tout éloge de l'économie actuelle, du prolétariat actuel (c'est à dire rouage du capital), de la sciences et de la technique actuelles, n'est qu'un éloge du capital. Toute exaltation de la productivité et de la croissance économique telles^o existent en ce moment, n'est qu'un hymne à la gloire du capital.

Cela dit, pour révolutionner la production, pour liquider l'entreprise, la révolution communiste est naturellement amenée à s'en servir. C'est là son levier essentiel, au moins pendant une phase. Il ne s'agit pas de prendre pied dans l'entreprise pour y rester enfermé et les gérer, mais pour en sortir et relier entre elles les entreprises sans échange, ce qui les détruit comme entreprises. Un tel mouvement est accompagné presque automatiquement d'un premier effort pour réduire, puis supprimer, l'opposition ville/campagne, et la coupure entre l'industrie et les autres activités. Aujourd'hui l'industrie étouffe dans son cadre tout en étouffant les autres secteurs.

Le capital vit pour accumuler de la valeur: il fixe cette valeur sous forme de travail ammassé, passé. L'accumulation, la production deviennent des fins en elles mêmes. Tout leur est subordonné: le capital nourrit ses investissements de travail vivant. Parallèlement il développe la travail improductif, comme on l'a vu. La révolution communiste est révolte contre cette absurdité: elle est aussi une dés-accumulation, non pas pour revenir en arrière, mais pour renverser en quelque sorte la vapeur, pour tout remettre sur ses pieds. Il ne s'agit plus de mettre l'homme au service de l'investissement, mais l'inverse. Sur ce point le communisme est également opposé au productivisme forcené - dont les pays dits socialistes et les PC sont parmi les meilleurs propagandistes - et à l'illusion réformiste et humaniste d'un changement possible dans le cadre actuel.

Le communisme n'est pas le prolongement du capitalisme sous une forme plus rationnelle, plus "efficace", plus moderne, moins injuste, moins anarchique. Il ne prend pas telles quelles les bases matérielles du vieux monde: il est leur bouleversement. Seule la prépondérance considérable du travail accumulé dans le processus productif permet 1) de ne plus exploiter le travail vivant;

2) de ne plus subordonner la satisfaction des besoins à la production de biens d'équipement.
Seul le communisme peut exploiter cette condition créée par le capital.

° qu'elles

Le communisme n'est pas un ensemble de mesures que l'on appliquerait après la prise du pouvoir. C'est un mouvement qui existe dès maintenant, non pas comme mode de production (il ne peut y avoir d'ilot communiste dans la société capitaliste), mais comme tendance issue de besoins réels (voir plus haut sur les sans-réserves). En un sens, le communisme ne sait même pas ce qu'est la valeur. Il n'y a pas un beau jour un grand rassemblement de gens qui entreprendrait de supprimer la valeur et le profit. Le communisme ne cherche pas à détruire la valeur: il modifie un rapport de production, et cette action liquide le système mercantile. Autre chose est le rôle utile de ceux qui ont théoriquement compris les grandes lignes du mouvement historique: leur intervention accélère les choses.

Le mécanisme de la révolution communiste est produit par les luttes. Il sera leur développement normal en un moment où la société contraindra tous les éléments auxquels elle refuse toute perspective à instaurer de nouveaux rapports sociaux. Si actuellement un grand nombre de luttes sociales semble ne déboucher sur rien, c'est justement parce que leur seul prolongement serait le communisme, quoiqu'en pensent ceux qui y participent. Sur le plan simplement revendicatif, il arrive souvent, et de plus en plus, un moment où, pour aller plus loin, il n'y aurait d'autres solutions que l'affrontement violent avec les forces de l'Etat généralement doublées de celles des syndicats. En ce cas la lutte armée et l'insurrection supposent nécessairement la mise en oeuvre d'un programme social, l'usage de l'économie comme arme (voir plus haut sur le prolétariat). L'aspect militaire, aussi important soit-il, dépend du contenu social. Pour simplement triompher militairement de ses adversaires, le prolétariat, sans nécessairement le savoir - mais s'il le sait et a la capacité de l'exprimer, de le faire savoir ailleurs, de dire ce qu'il fait, son action est plus forte - transforme la société dans le sens communiste.

Jusqu'à présent les luttes n'ont encore jamais atteint le stade où leur simple développement militaire aurait rendu nécessaire l'apparition de la société nouvelle. Dans les luttes sociales les plus importantes, en Allemagne entre 1919 et 1921, le prolétariat, malgré la violence de la guerre civile, n'a pas atteint ce niveau. Mais le programme communiste était sous-jacent à ces affrontements, qui restent incompréhensibles sans lui. La bourgeoisie sut se servir de l'arme de l'économie, dans le sens de ses intérêts bien sûr, utilisant par exemple le chômage pour diviser les ouvriers. Le prolétariat en fut incapable, et ne mena la lutte qu'avec des moyens militaires - allant jusqu'à la création d'une armée rouge dans la Ruhr en 1920 - sans utiliser l'arme que lui donne sa fonction sociale.

Dans un autre contexte, certaines émeutes de la minorité noire aux Etats-Unis ont amorcé une transformation sociale, mais seulement au niveau de la destruction de la marchandise, et non du capital lui-même. Ces noirs n'étaient qu'une partie du prolétariat, et souvent n'avaient même pas, parce qu'exclus de la production, la possibilité d'agir en se servant de ce levier. Ils restaient hors de l'entreprise. La révolution communiste implique au contraire - entre autres tâches - une action à partir de l'entreprise, pour la détruire comme unité séparée. Les émeutes noires se sont maintenues au niveau de la consommation et de la répartition. La révolution s'attaquera au coeur du système, au centre où est produite la plus-value. Mais elle ne se sert de ce levier que pour le détruire.

Les sans-réserves font la révolution, contraints d'établir les rapports sociaux qui affleurent sous la société actuelle. Cette rupture suppose nécessairement une crise, qui peut d'ailleurs ne pas être une crise du type de celle de 1929, marquée par une gigantesque paralysie économique. En tout cas, pour unifier les divers éléments en révolte contre le travail salarié, il faut que la société connaisse des difficultés suffisamment graves pour ne plus pouvoir isoler les luttres les unes des autres. La révolution communiste n'est pas la somme des mouvements immédiats actuels, ni leur métamorphose par l'intervention d'une "avant-garde". Elle suppose une secousse sociale, une attaque du capital contre les sans-réserves, à des degrés divers, qui à la fois amplifient quantitativement et modifient qualitativement leur action. Bien entendu ce mécanisme n'est possible qu'à l'échelle mondiale, et au moins au début dans plusieurs pays avancés.

Il découle de tout ce qui précède que la révolution et la société communistes ne sont pas des questions d'organisation, ni de "pouvoir" de la classe ouvrière. Vouloir d'ailleurs la dictature du prolétariat tel qu'il existe actuellement est une absurdité. De même que la prise en mains de l'activité sociale par tous est impossible tant que règne la valeur et son instrument: l'entreprise; de même le prolétariat tel qu'il se présente actuellement dans l'économie est par définition incapable de diriger ou de gérer quoi que ce soit. Il n'est qu'un rouage du mécanisme de valorisation, il subit la dictature du capital. Par conséquent la dictature du prolétariat tel qu'il existe en ce moment, ne peut être que la dictature des représentants du prolétariat, c'est à dire des chefs des syndicats et des partis ouvriers. Dans sa brutalité, la doctrine officielle des pays de l'est, selon laquelle la dictature du prolétariat est identifiée à celle du "parti", est plus lucide et plus franche que la théorie de certains "révolutionnaires", qui croient possible une gestion ouvrière tout en conservant les fondements de l'économie actuelle.

La révolution n'est pas un problème d'organisation. Toutes les théories de "gouvernement des travailleurs" et de "pouvoir ouvrier" ne font que proposer des voies de garage, d'autres solutions à la crise du capital. La révolution est d'abord une transformation de la société, c'est à dire de ce qui constitue les rapports existants entre les hommes, entre les hommes et leurs moyens de vie. Les problèmes d'organisation, de "chefs", sont secondaires: ils dépendent de ce que fait la révolution. Cela vaut pour le déclenchement de la révolution communiste, comme pour le fonctionnement de la société qui en sort. La révolution n'intervient pas le jour où 51% des ouvriers sont révolutionnaires, et elle ne met pas avant tout en place un appareil de décision et de gestion. C'est au contraire le capitalisme qui n'arrive pas à sortir des questions de gestion et de "chefs". La forme d'organisation de la révolution communiste, et de tout mouvement social, découle de son contenu. La façon dont le parti, organisation de la révolution, se constitue et agit, dépend des tâches à accomplir.

Au XIX^e siècle, et même au moment de la première guerre mondiale, les conditions matérielles du communisme étaient encore à créer, au moins dans certains pays (la France, l'Italie étaient alors peu industrialisées, sans parler de la Russie). La révolution communiste aurait donc dû dans un premier temps développer les forces productives, mettre au travail les petits bourgeois, généraliser le travail industriel, avec la règle: qui ne travaille pas, ne mange pas (formule qui ne s'appliquait bien sûr qu'à ceux capables de travailler). Le progrès économique a depuis rempli cette tâche. Les bases du communisme existent maintenant. Il n'est pas question d'envoyer les improductifs à l'usine, mais plutôt de créer les bases d'une nouvelle industrie, qualitativement différente de l'autre, en accentuant ce que le capital freine et oriente dans le sens du profit: l'importance du capital fixe, le rôle de la science et de la technique, la recherche. Un ensemble de tâches de transformation et de formation s'impose aujourd'hui à la révolution communiste. La contrainte au travail cèdera la place à la transformation des conditions du travail. Par rapport aux pays sous-développés, la liquidation de l'échange et du profit permet à la fois de répondre aux besoins les plus urgents, puis de régler la question agraire et de développer l'industrie dans d'autres conditions que celles expérimentées par les pays aujourd'hui avancés. C'est à l'échelle mondiale un mécanisme d'accumulation et de désaccumulation à la fois, de développement et d'orientation des forces de production vers la satisfaction des besoins.

Le communisme n'est pas seulement un système social, un mode de production, à naître dans le futur, à partir de la révolution communiste. Cette révolution est en fait l'affrontement entre deux mondes:

d'une part l'ensemble de tous ceux qui se trouvent rejetés, exclus de toute jouissance profonde, et même parfois menacés dans leur existence physique, tous cependant unis par l'obligation d'entrer en rapport les uns avec les autres pour agir, pour vivre, survivre;

de l'autre l'ensemble d'une économie mondialement socialisée, unifiée techniquement, mais divisée en unités contraintes de s'opposer pour respecter la logique de la valeur qui les réunit, et ne recule devant aucune destruction pour subsister en tant que telle.

Le monde des entreprises, cadre actuel des forces productives, est doué d'une vie propre; il s'est constitué en force autonome et soumet à ses lois le monde des besoins réels. La révolution communiste est destruction de cette soumission. Le communisme est lutte contre cette soumission, et en ce sens il s'y est opposé depuis les débuts du capitalisme, et même avant, sans chance de succès.

De même que l'humanité a d'abord prêté à ses idées, à sa vision du monde, une origine extérieure à elle, croyant que le propre de l'homme résidait, non dans son rapport social, mais dans son lien avec un élément extérieur au monde réel (dieu) dont l'homme n'est qu'un produit; de même l'humanité, dans son effort d'appropriation, d'adaptation au monde qui l'entoure, aura dû d'abord créer un monde matériel, un complexe de forces productives, une économie, un monde des objets qui l'écrase et la domine, avant de pouvoir se l'approprier et le transformer, l'adapter à ses besoins.

La révolution communiste n'est que le prolongement, le dépassement aussi, des mouvements sociaux actuels. Les discussions sur le communisme se placent d'ordinaire sur un faux terrain: elles s'interrogent sur ce qu'on fera après la révolution. Elles ne relient jamais le communisme à ce qui se passe au moment où l'on en parle. Il y a rupture: on fait la révolution, puis on fait le communisme. En réalité le communisme est le prolongement de besoins réels qui se manifestent dès aujourd'hui, mais n'aboutissent pas, ne trouvent pas leur vraie satisfaction parce que la situation actuelle l'interdit. Il y a dès maintenant tout un ensemble de pratiques, de gestes, d'attitudes même, communistes: ils expriment non seulement un refus global du monde actuel, mais surtout un effort pour en construire un autre. Dans la mesure où cela n'aboutit pas, on ne voit que les limites, que la tendance, et non son prolongement possible (les gauchistes servent justement à théoriser ces limites comme le but du mouvement, et ainsi à les renforcer). Dans la négation du travail O.S., dans la lutte des exclus occupant un appartement ou un local vide, apparaît la perspective communiste, l'effort de créer autre chose, non à partir d'un refus pur et simple du monde actuel (hippy), mais en utilisant, en transformant ce qu'il a produit, ce qu'il gaspille. Cet autre chose est inscrit dans ces luttes, quoi que pensent et veulent ceux qui y participent, et quoi qu'affirment les gauchistes qui y sont mêlés ou les théorisent. De tels mouvements seront ultérieurement conduits à acquérir la conscience de leurs actes, à comprendre ce qu'ils font pour mieux le faire.

Pour ceux qui d'ores et déjà se posent la question du communisme, il ne peut être question d'intervenir dans toutes ces luttes pour y apporter le message communiste, en proposant à ces actions limitées de se tourner vers la "vraie" activité communiste. Il ne s'agit pas maintenant d'apporter des mots d'ordre, mais d'abord de montrer la raison et le mécanisme de ces luttes, ce qu'elles seront contraintes de faire. Cette action n'a de sens que par une participation réelle à de tels mouvements, sans activisme, mais chaque fois que c'est possible. Cela ne signifie pas l'abandon, pour ceux qui s'y livrent, de l'activité proprement théorique, de recherche et d'exposition. Tout n'est pas dit, et par exemple ce texte et d'autres, ne sont que des approches du problème. Cela dit, il y a une certaine façon de faire de la théorie qui conduit à ne jamais entrer en contact avec le mouvement social réel; de toute manière il n'y a pas là un "problème", et l'activité communiste fera d'elle même le partage entre les deux façons d'être.

Négativement, tout ce qui sert à démolir les mystifications diverses du capital, venant de l'Etat, du PC, des gauchistes, est également une pratique communiste, que cette propagande se fasse par la parole, par le texte, ou par le geste. L'activité théorique est pratique. D'une part il n'y a aucune concession théorique à faire. Mais d'autre part la seule manière de mettre le programme en avant et de permettre au communisme théorique de jouer son rôle pratique, consiste à participer à l'agitation et à l'unification que les mouvements sociaux entreprennent de divers côtés. A sa façon, le communisme est déjà passé à l'attaque.

En ce temps-là, les rares personnes, qui avaient, à force de travail, pénétré jusqu'à la compréhension du rôle historique du prolétariat, devaient se grouper en secret et se réunir en cachette dans de petites communes de 3 à 20 hommes ; aujourd'hui, le prolétariat allemand n'a plus besoin d'organisation officielle ni publique ni secrète ; la liaison simple et naturelle de compagnons appartenant à la même classe sociale et professant les mêmes idées suffit, sans statuts, ni comités directeurs, ni résolutions ou autres formes tangibles, à ébranler tout l'empire allemand.

Bien plus. Le mouvement international du prolétariat américain et européen est à cette heure devenu tellement puissant que non seulement sa forme première et étroite — la Ligue secrète — mais encore sa seconde forme, infiniment plus vaste — l'Association publique internationale des travailleurs — lui est devenue une entrave, et que le simple sentiment de solidarité, fondé sur l'intelligence d'une même situation de classe, suffit à créer et à maintenir, parmi les travailleurs de tout pays et de toute langue, un seul et même grand parti du prolétariat.

Fr. ENGELS : Quelques mots sur l'histoire des Communistes

Dès qu'une classe qui concentre en elle les intérêts révolutionnaires de la société s'est soulevée, elle trouve immédiatement dans sa propre situation le contenu et la matière de son activité révolutionnaire : écraser ses ennemis, prendre les mesures imposées par les nécessités de la lutte, et ce sont les conséquences de ses propres actes qui la poussent plus loin. Elle ne se livre à aucune recherche théorique sur sa propre tâche.

Karl MARX

Déjà publié :
Le mouvement communiste n°1
" La lutte de classes et ses aspects les plus caractéristiques ces dernières années : en quoi la perspective communiste réapparaît. "

G. DAUVÉ
B. P. 95
94600 CHOISY-LE-ROI
FRANCE

Adresser toute correspondance
à G. Dauvé. B. P. n°24
93-BONDY. -